

TIMBUKTU INSTITUTE

African Center For Peace Studies

OBSERVATOIRE DES RADICALISMES ET
CONFLITS RELIGIEUX EN AFRIQUE
O R C R A

HORS – SÉRIE : NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2018-11-30

**AU-DELÀ DES IDENTITÉS
ET DES IDÉOLOGIES : LES
MULTIPLS DYNAMIQUES
DE L'INSÉCURITÉ AU
NIGERIA SOUS BUHARI
(2015-2018)**

ALIOUNE NDIAYE

ENSEIGNANT À L'ÉCOLE DE POLITIQUE
APPLIQUÉE DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
CHERCHEUR INVITÉ AU TIMBUKTU INSTITUTE

AU-DELÀ DES IDENTITÉS ET DES IDÉOLOGIES : LES MULTIPLES DYNAMIQUES DE L'INSÉCURITÉ AU NIGERIA SOUS BUHARI (2015- 2018)

Les multiples défis à la sécurité qui se posent au Nigeria ont presque fini de constituer l'identité remarquable du pays. La tendance à les lier à la question ethnique est aussi très forte chez les auteurs qui travaillent sur le pays, de sorte que, souvent, on en oublie les autres facteurs. Il est vrai que l'ethnicité constitue un facteur important aussi bien dans les causes, la mobilisation et les dynamiques de la violence politique au Nigeria, et ce, depuis les indépendances.

Pour comprendre l'insécurité qui découle de cette pratique répandue de la violence, il convient de concevoir celle-ci aussi bien comme étant le fruit de la stratégie de certains acteurs, que le produit des conditions sociopolitiques et économiques.

En effet, la violence est un outil incontournable dans le système politique nigérian. Il peut s'agir, pour certains groupes ethniques, d'une « violence de représentation » qui leur permet d'exprimer leur défiance au projet fédéral et garder ainsi un avantage dans sa renégociation permanente. D'autre part, la violence peut aussi être un moyen d'accéder aux ressources dans une société inégalitaire où la redistribution n'est pas toujours garantie.

La violence électorale est aussi à ranger dans cette catégorie de violence instrumentale, en ce sens qu'elle vient avec l'entretien des réseaux clientélistes et la mobilisation des identités ethnoreligieuses compléter la stratégie des acteurs politiques pour l'accès au pouvoir. Les politiciens locaux entretiennent ces réseaux de violence qui sont très importants en période électorale (Kendhammer, 2015). En période non électorale, ils peuvent s'adonner à une violence d'extorsion souvent assurés d'une impunité en raison de leurs liens avec les dirigeants. Certains auteurs ont, sur ce plan, montré combien le développement de Boko Haram a été favorisé par les réseaux de violence entretenus par certains politiciens locaux (Alozieuwa, 2016; Abosede et al, 2016). En perspective des élections de 2013, les politiciens qui s'affrontaient dans les élections au poste de gouverneurs dans les États du Nord-Est sont largement accusés d'avoir fourni aux jeunes appartenant au mouvement Yusufiyya, entre autres dans le Borno, des armes sophistiquées, dans un dessein de manipuler les résultats en leur faveur. Cela a constitué une des principales raisons du virage du mouvement pacifiste Yusufiyya vers la violente organisation qu'est Boko Haram. (Abosede et al, 2016).

L'insécurité est aussi le produit de certaines conditions qui peuvent être à la fois d'ordre sociopolitique et économique. Dans le cas du Nigeria, la question des inégalités horizontales est un facteur primordial de la pratique de la violence politique et de l'insécurité qui en découle (Langer, Mustapha et Stewart, 2007). Les inégalités horizontales sont des inégalités entre les groupes qui sont perçues sous le prisme des identités sociales. Ces identités peuvent être construites sur une base ethnique, religieuse, raciale ou d'appartenance régionale (Cederman et al, 2011). L'importance des inégalités horizontales comme facteur de conflit s'explique par le

fait qu'elles rendent plus probables la mobilisation violente du groupe et les heurts ethniques. Elles viennent donc renforcer le sentiment collectif d'une mise à l'écart du groupe et générer, ainsi, la formulation de griefs qui constituent la base de la mobilisation contre l'État. La persistance de l'irrédentisme igbo, ainsi que les contestations du projet fédéral qui ont cours dans la région du Delta s'expliquent par les perceptions des inégalités sous un prisme ethnique. Le narratif d'une ethnie marginalisée depuis la période coloniale, ayant subi les affres de la guerre civile et qui, jusque-là, n'a produit aucun président de la République constitue le terreau sur lequel poussent des entreprises de violence productrices d'insécurité. L'insurrection de Boko Haram dans le Nord-Est se nourrit aussi des inégalités horizontales qui font de cette région l'une des plus pauvres au Nigeria.

La question qui est souvent éludée est celle des dynamiques économiques qui génèrent les violences politiques. Le facteur économique dans la crise sécuritaire revêt plusieurs caractéristiques. D'une part, la situation économique difficile que traverse le pays peut produire de l'insécurité. Ainsi, Pour Aliyu Mukhtar Katsina, l'insécurité au Nigeria est une manifestation de la crise du développement. En effet, la crise du développement produit un environnement favorable à l'émergence de la pauvreté, au chômage et aux inégalités, lesquels, à leur tour, génèrent un mécontentement social producteur de violence. Ainsi, pour lui, s'attaquer au problème de l'insécurité, c'est d'abord s'occuper de la question du développement (Katsina, 2012).

D'autre part, il faut noter que derrière les manifestations ethniques de la violence, il y a souvent des logiques économiques, notamment dans le cadre de la compétition pour l'accès aux ressources et aux moyens de subsistance, ainsi que la mise en valeur de l'espace. L'activité économique est en effet une expression de l'ethnicité en ce qu'elle véhicule une certaine conception de l'espace, de son utilisation et de sa mise en valeur. Ainsi les conflits qui naissent de ces logiques géoéconomiques divergentes sont souvent ethnicisés. Il se produit un « illusion d'optique » qui exerce un effet grossissant sur la dimension ethnique, au détriment des logiques économiques sous-jacentes. Cette situation se retrouve particulièrement dans les heurts entre bergers Fulani et agriculteurs dans la région du North Central, comme on le verra plus tard.

Un autre facteur structurel de l'insécurité a trait au phénomène de la privatisation de la sécurité. La faiblesse de l'appareil sécuritaire produit des initiatives privées pour la sécurisation des citoyens. Cette privatisation, à travers les groupes de vigilantes et les milices privées, alimente l'insécurité par le truchement d'une mobilité bidirectionnelle de ces entités, en tant que pourvoyeuses de sécurité et productrices de violence. En effet, si les groupes de vigilantes sont mobilisés pour défendre leurs communautés, ils sont eux-mêmes des complices dans les violences et les conflits armés qui causent des pertes humaines et des dommages considérables (Ero, 2000).

Le vigilantisme répond à un « vide sécuritaire interne » (Thorning, 2017) qui s'explique par l'incapacité des forces de sécurité conventionnelles, pour des raisons diverses, à fournir le bien public de la sécurité. Dans ce contexte, cette incapacité de

l'État va pousser les citoyens à trouver d'autres moyens, ce qui entraîne une militarisation de la société. Ainsi, des structures informelles de sécurité émergent en remplacement de celles formelles, avec des groupes de civils qui prennent la responsabilité de fournir la sécurité aux populations locales.

Le vigilantisme au Nigeria est aussi un produit d'un arrangement institutionnel à trouver dans le système fédéral. En effet, la Constitution nigériane confère au centre la compétence de la police, ce qui constitue un frein au développement d'une force de police au niveau des États et des gouvernements locaux. Ainsi, les groupes de vigilantes représentent une substitution de ces forces de police autonomes à l'échelle locale (Pratten, 2008).

Les groupes de vigilantes au Nigeria s'inscrivent dans des projets contestataires de la citoyenneté qui sont définis en termes de politique de l'identité, du genre et de la génération. Ils se font une représentation de leurs rôles comme étant les protecteurs d'une communauté morale. Ainsi, le vigilantisme se rattache aux débats nationaux sur la marginalisation ethnique, et s'inscrit dans les discours, les pratiques et les conflits locaux sur l'endogénéité et l'autochtonie (Pratten, 2008). Les groupes de vigilantes deviennent ainsi des instruments de la violence de représentation que mènent les groupes auxquels ils appartiennent.

Le Nigeria sous Buhari n'a pas échappé à cette logique omniprésente de la violence dans la société nigériane. Cela a produit de multiples défis sécuritaires qui montrent combien l'approche de la désagrégation de la violence politique pour en saisir les multiples dynamiques est importante. En effet, si les défis à la sécurité ont bien souvent connu une manifestation ethnique, les dynamiques fondatrices relèvent souvent de l'économie et de la question des ressources.

UN RENOUVEAU DE L'IRREDENTISME BIAFRAIS SUR FOND D'OSTRACISME ETHNIQUE ET D'INJUSTICE PETROLIERE

La présidence de Buhari a vu un regain d'intérêt pour le projet irrédentiste biafraïse dont Nnamdi Kanu est devenu la figure de proue. Étant inconnu de la scène publique nigériane, Kanu qui était établi en Grande Bretagne est revenu au Nigeria, portant un projet messianique de mener son peuple vers l'indépendance.

Le mouvement indépendantiste pour les peuples indigènes du Biafra (IPOB) a en effet multiplié les actions subversives pour se dissocier de la fédération nigériane, ce qui lui a valu d'être qualifié d'organisation terroriste par le Gouvernement fédéral. « Il est reproché aux indépendantistes d'avoir attaqué des postes de contrôle militaires avec des armes (pierres, machettes, cocktails molotov...) et de chercher la confrontation physique avec les soldats [de l'armée nigériane] ». (Jeune Afrique, 15 septembre 2017)

Les inquiétudes sécuritaires ont été aussi alimentées par la mise sur pied par l'IPOB du Biafra Security Services (BSS), présenté comme un groupe de vigilance dont le rôle serait d'obtenir des renseignements et de s'assurer que des éléments criminels ne

viennent pas compromettre la sécurité des populations biafraises. La volonté d'utiliser le BSS pour combattre la menace des bergers Fulani devenait aussi un risque d'attiser les violences communautaires et de générer des violences interethniques.

La procédure judiciaire contre Nnamdi Kanu a semble-t-il porté un coup au réveil de l'irrédentisme biafraise. En effet, après son arrestation en 2016 pour haute trahison, il a été libéré sous caution, puis placé en résidence surveillée. Il s'en est suivi un mystère total sur sa situation avec ses partisans clamant qu'il a été assassiné tandis que certaines rumeurs feront état de son évasion du Nigeria. Kanu réapparaîtra, en octobre 2019 depuis l'État d'Israël, portant toujours son discours enflammé contre Buhari et l'État fédéral.

Si l'attitude de fermeté et de vigilance a permis d'étouffer, pour l'instant, la mobilisation biafraise, il n'en demeure pas moins que la question igbo demeure encore non résolue, et elle s'alimente du narratif d'un long ostracisme contre cette communauté. Le Nigeria se doit donc de concevoir des politiques plus inclusives qui vont au-delà de la répression et des démarches sécuritaires pour intégrer le Ndigbo encore plus dans le projet fédéral.

Le pétrole est le facteur primordial qui explique l'insurrection des Niger Delta Avengers, dont la démarche, parce que beaucoup plus violente et militarisée, pose un défi considérable à la sécurité en plus d'affaiblir économiquement le Nigeria. Les attaques contre les infrastructures pétrolières dans le Delta du Niger, qui ont connu un point culminant en 2016, ont eu comme conséquence une baisse drastique de la production pétrolière entraînant le Nigeria dans la récession. Les attaques contre les pipelines et autres infrastructures pétrolières ont contribué à faire baisser la production d'un sommet de 2.2 millions de barils par jour à 1.4 million, soit le niveau le plus bas des trois dernières décennies. Si un cessez-le-feu a été signé avec le gouvernement, avec à la clé, un programme d'amnistie, la menace n'en est pas moins présente. Elle vient s'ajouter à la piraterie aux larges du Golfe de Guinée, à laquelle le pays essaie de faire face à travers des mécanismes bilatéraux et multilatéraux (Onuoha, 2012).

LES VIOLENCES ENTRE LES BERGERS FULANI ET LES AGRICULTEURS DANS LE NORTH CENTRAL

Les violences dans la région du Centre-Nord font intervenir une multiplicité de dynamiques que l'on peut retrouver aussi bien dans les identités ethno-religieuses, dans des éléments institutionnels, comme le concept d'autochtonie qui façonne une compréhension particulière de la citoyenneté, et dans les compétitions pour accéder aux ressources économiques et aux moyens de subsistance. Dès lors, la démarche d'une désagrégation du conflit est indispensable afin d'en saisir toutes les dynamiques.

Si elles ont commencé dans la région de Jos, les violences se sont répandues dans tout l'État du Plateau avant d'embraser les États voisins de Benue, Nasarawa, bref

toute la région du North Central.

La région du North Central constitue une sorte de zone tampon où se rencontrent les deux grandes entités ethnorégionales qui structurent la récurrente division du Nigeria entre le Nord musulman et le Sud chrétien. Il est d'ailleurs loisible de comprendre combien elle devient une zone conflictogène en raison d'une distribution particulière de la représentativité ethnique qui en fait une zone qui « appartient à tout le monde ».

La question de l'autochtonie pose d'autant plus problème qu'elle est un produit de la réorganisation territoriale entreprise par la fédération qui entre en conflit avec les représentations que se font certaines communautés du Nord et qui attribue ces territoires aux empires islamiques précoloniaux. Cette rupture symbolique entre une réorganisation du territoire par la fédération, à des fins de désamorcer le potentiel irrédentiste associé aux grands ensembles ethnorégionaux, et l'héritage précolonial qui structure la compréhension que certains acteurs ont de cet espace tampon, produit un « conflit de propriété symbolique » qui génère des heurts répétitifs.

Le principe de l'endogénéité est aussi générateur d'inégalités horizontales, en ce sens qu'il confère à un groupe un avantage sur l'accès à la terre, à l'éducation, à l'emploi et même aux infrastructures publiques. Ainsi, à Jos, les (BAA) Berom, Anaguta et Afizere sont vus comme les autochtones, et les Haussa Fulani comme les migrants, même si certains parmi eux y sont établis depuis des siècles (Persson, 2014). Les conflits surviennent donc entre les Haussa Fulani de religion musulmane et les populations autochtones BAA de religion chrétienne.

La compétition pour l'accès aux ressources économiques et aux moyens de subsistance entre groupes qui développent une différente conception géoéconomique du territoire est la toile de fond sur laquelle s'inscrit ce conflit. Cette situation s'explique par l'assèchement du lac Tchad qui a désertifié les pâturages du Nord poussant les bergers Haussa Fulani à descendre vers le Sud et « occuper » ainsi les terres agricoles des communautés BAA. On comprend donc ainsi, combien l'économie est au cœur du conflit, même si la manifestation en est principalement ethnoreligieuse avec les heurts entre les communautés ennemies.

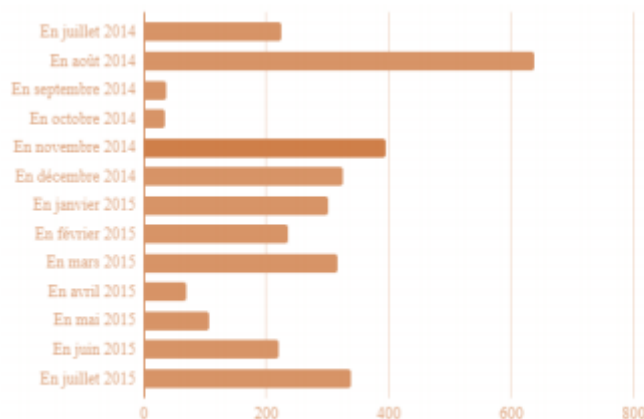
La question du cadre cognitif dans lequel on inscrit la violence est très importante et peut avoir des implications politiques cruciales. La construction d'un sens aux violences devient, dès lors, un enjeu politique qui permet d'en faire porter les conséquences à certains acteurs plutôt que d'autres. Ainsi, les opposants au président Buhari, dans leur volonté de l'associer aux violences commises dans la région du Centre Nord par des individus identifiés, souvent à tort, comme des bergers Fulani, ont parlé de « terrorisme bovin ». Il s'agit là d'une volonté d'inscrire le conflit dans un cadrage plus ethnique qu'économique, et d'en expliquer la cause par la permissivité du régime de Buhari. Ainsi, par affinité ethnique le gouvernement fédéral n'agirait pas assez contre les bergers Fulani, qui à l'instar des militants de IPOB devraient être qualifiés de terroristes, ce qui justifie l'emploi du concept de « terrorisme bovin ».

LE VENTRE MOU SECURITAIRE DU NORD NIGERIAN : ENTRE UN BOKO HARAM AUX CAPACITES DIMINUEES ET LA MONTEE DU MILITANTISME CHIITE SUR FOND DE RIVALITE SAOUDO-IRANIENNE

Une chose est sûre, c'est que même si la menace Boko Haram n'a pas été éradiquée, sous le mandat de Buhari, les capacités du mouvement ont été largement entamées, aussi bien par le fait d'un déploiement de l'armée que par l'efficacité des mécanismes de sécurité sous régionaux, comme la Force multinationale conjointe (MNJTF).

Pourtant, le mandat de Buhari avait plutôt commencé de manière assez difficile, avec des attaques de l'organisation terroriste le jour même de son investiture, le 29 mai 2015. Le mois de Ramadan 2015 qui fut très sanglant n'a pas non plus échappé à cette logique et l'organisation y a multiplié les attaques.

Tableau 1 : Nombre de victimes de Boko Haram entre juillet 2014 et juillet 2015



Source : Jeune Afrique

Le meilleur déploiement de l'armée a permis de reprendre du terrain, poussant Boko Haram à pratiquer une guerre asymétrique car n'étant plus en mesure de tenir des territoires. Dans ce contexte d'une organisation « techniquement défaite » pour reprendre l'expression du président Buhari, le recours aux attentats-suicides était la seule voie, ainsi que la recherche d'appuis extérieurs. Les liens avec Daesh, auquel l'organisation a prêté allégeance en 2015, mais surtout avec AQMI à travers de la formation, de même que la multiplication des attaques dans les pays voisins sont autant de signes d'un affaiblissement du mouvement à l'intérieur du Nigeria. Mais cet affaiblissement ne veut point dire anéantissement.

Cette situation pose d'ailleurs toute la pertinence des mécanismes sous régionaux comme la force multinationale conjointe (MNTJF) qui permettent de prendre en compte la dimension transnationale du problème (Atangana, 2018). La présidence de Buhari a vu l'intensification de la coopération entre les États qui forment la force multinationale, le Bénin, le Cameroun, le Tchad, le Niger, et le Nigeria.

Boko Haram garde encore ses racines bien enfoncées dans le Nord nigérian, à la faveur d'une économie moribonde et la persistance des germes d'une mobilisation

violente qui se construit sur des inégalités horizontales. L'enlèvement des filles de Dapchi, qui a connu une fin beaucoup plus heureuse que celles de Chibok, les heurts fréquents avec l'armée, qui se soldent en pertes humaines des deux côtés, sont autant de signe que quoiqu'affaiblie, l'organisation est encore active.

La présidence de Buhari est marquée, dès sa première année par une manifestation violente du militantisme chiite, avec notamment les événements de Zaria en décembre 2015. Des heurts entre les militants chiites de Sheikh Ibrahim Zakzaky et l'armée nigériane ont causé des centaines de morts du côté des Zakzakistes, dont une grande partie, y compris leur chef, sont encore emprisonnés.

Sheikh Ibrahim Zakzaky est une figure connue des mouvements religieux du Nord nigérian. Même s'il a toujours porté le rêve de transposer, au nord du Nigeria, le modèle de la révolution iranienne de 1979 dont le guide était son modèle, il n'a adopté le chiisme qu'à la fin des années 1990. Entre 1981 à 1984, il a séjourné en prison pour des accusations de sédition. Son mouvement, le Islamic Movement of Nigeria revendique 20 millions de fidèles, même si ses rivaux sunnites affirment qu'il en compte juste le quart, ce qui représente tout de même un nombre substantiel (Nouri, 2017).

Les événements de Zaria s'inscrivent, incontestablement, dans le cadre de la rivalité saoudo-iranienne, dont les vagues ne se limitent pas au Golfe persique, mais viennent aussi échouer sur les terres arides du Nord nigérian. Cette rivalité fait intervenir une multitude d'acteurs voulant vaincre ce nouveau rapport de force à travers une présence dans cet État stratégique du continent africain. Le Nord du Nigeria devient, dès lors, une terre d'influence, où l'activisme associatif chiite pro-iranien sur fond de business et de formation militante libanaise, se mêlent aux volontés de *containment* qui fondent l'alliance saoudo-israélienne.

En effet, l'Iran ne veut plus laisser le continent africain comme un terrain d'influence réservé pour le royaume saoudien. Il y multiplie donc les initiatives, en s'appuyant sur la mise en place de mouvements chiites qui sont les têtes de pont de Téhéran en Afrique. Cette stratégie d'influence s'appuie sur l'implication d'hommes d'affaires libanais très actifs dans le Nord du Nigeria, et même, selon certains spécialistes, sur des relations avec le Hezbollah libanais (Alami, 2018).

L'Iran a d'ailleurs réagi vivement au massacre des militants chiites de Zaria, et le président Hassan Rohani a officiellement demandé des explications au gouvernement nigérian sur les événements (The Telegraph, 16 décembre 2015). Le Nigeria a répondu affirmant qu'il s'agissait là d'une ingérence dans ses affaires intérieures. Pour l'Arabie saoudite qui a exprimé sa solidarité avec le Nigeria, ce dernier ne faisait que combattre des actes criminels comme le terrorisme. Le royaume saoudien, selon les termes du roi Salman, ne serait impliqué dans aucune forme d'intervention étrangère pour atteindre à la paix et la stabilité du Nigeria (Arab News, 18 décembre 2015). Une allusion on ne peut plus directe à une volonté iranienne de déstabiliser le Nigeria à travers la mobilisation chiite. Les partisans du Sheikh Zakzaky, de leur côté, voyaient dans cette intervention de l'armée une

commande saoudo-israélienne, exécutée par le Nigeria, et cette version est, jusqu'à ce jour, fortement relayée par la presse iranienne (Teheran Times, 10 juillet 2018).

L'armée nigérienne est connue pour ses dérives dans le traitement de certains défis sécuritaires. Ainsi, dans le cas des événements de Zaria, des inquiétudes ont été soulevées quant à la proportionnalité de sa réaction. Dans un rapport pour défendre son action, l'armée soutient que près de 500 partisans de Zakzaky rampaient dans des champs de broussailles assez épaisses, avec l'intention d'attaquer le convoi du général Buratai avec des cocktails Molotov. D'autres avaient ouvert le feu à partir d'une mosquée voisine. Cependant, dans son rapport sur les événements, Amnesty International souligne que l'armée n'a pas été en mesure d'apporter des preuves qui soutiennent l'affirmation que les militants de l'IMN essayaient d'assassiner le Chef d'état major de l'armée et de tirer sur son convoi, ou que l'action des protestataires justifiait le degré de violence utilisé contre eux (Amnesty International, 2016, p.18).

Au delà de ces heurts avec l'armée, les craintes sécuritaires sont aussi liées aux tensions intercommunautaires entre Chiites et Sunnites du Nord du Nigeria. Connu très proche du royaume saoudien, et ayant pendant longtemps nourri les craintes d'une expansion du wahabisme, le mouvement Izala a multiplié les initiatives contre les Chiites, les accusant de porter une « idéologie déviante ». Ainsi, comme le note Dahiru Hamza, l'attention de Izala qui était jusque-là orientée vers les mouvements soufis, se déplace vers les Chiites, face à la percée de ces derniers qui adoptent la même stratégie de déploiement par les deux leviers éducatif et social. En arguant aussi que le sunnisme est la seule branche de la religion reconnue par le gouvernement nigérien, le mouvement Izala peut pousser à l'approfondissement du sentiment de rejet des Chiites, générant ainsi des inégalités horizontales qui alimentent les craintes sécuritaires.

La question chiite exprime donc toute la complexité du Nord nigérien, et montre combien les dynamiques de la violence peuvent s'appuyer sur des contradictions internes entre groupes socioreligieux antagonistes, mais aussi sur des logiques externes à travers le « proxy war » que mène l'Iran contre le duo saoudo-israélien, et dont les conséquences se font sentir jusqu'en terre africaine.

LES REPONSES MILITAIRES : UNE ARMEE MIEUX OUTILLEE AVEC UN MEILLEUR DEPLOIEMENT DANS LE TERRITOIRE

La politique de Buhari repose sur l'innovation dans la configuration de l'architecture sécuritaire notamment par une réorganisation des Forces armées. Ainsi le nouvel ordre de bataille qui a été conçu, dès son arrivée au pouvoir, met l'accent sur l'augmentation du personnel et le renforcement des capacités matérielles et opérationnelles pour faire face aux défis sécuritaires.

Le style d'une gouvernance pragmatique, qui prend les problèmes à bras le corps, a particulièrement été visible dans la gestion de l'armée. Le signal a été donné très tôt avec l'établissement d'un commandement basé sur le théâtre d'opération. Ainsi, dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, le Président Buhari a déplacé le

commandement à Maiduguri dans l'Etat du Borno, siège et berceau du mouvement terroriste.

Ce pragmatisme s'est aussi révélé dans le remplacement du commandement de l'Armée. A peine installé au pouvoir, l'une de ses premières décisions de Buhari, avant même la formation de son gouvernement, aura été de changer intégralement, en juillet 2015, le commandement de l'Armée nigériane en procédant à la nomination de nouveaux chefs d'Etat-major. Ainsi, le Chef d'état-major de la défense, Alex Badeh a été remplacé par le général de division Abayomi Gabriel Olonishakin ; le Chef d'état-major de l'armée le Général Kenneth Minimah par le général de division Tukur Yusuf Buratai. Ce dernier, sera constamment sous les feux de l'actualité en raison de son rôle dans les confrontations entre l'Armée et les militants chiites de Cheikh Zakzaky à Zaria. Il ne sera épargné non plus par l'atmosphère anti-corruption qui régnait dans le pays, lorsque la presse fera état d'une propriété luxueuse qui lui appartiendrait à Dubai. Cependant, Buratai a exercé un véritable leadership, se montrant présent et réactif lors des multiples crises sécuritaires qui ont rythmé la présidence de Buhari, aussi bien dans le Delta du Niger avec la recrudescence des attaques des Avengers, ou dans le Nord-est avec l'enlèvement des filles de Dapchi. Cette affaire a d'ailleurs montré toute la différence entre l'approche Buhari et Jonathan. Si ce dernier a laissé la situation empirer au point de rendre introuvables les filles enlevées à Chibok, sous Buhari, la réaction rapide de l'armée a permis de retrouver les filles de Dapchi très vite, même si pour certains, c'est au prix d'une forte rançon, ce que le Gouvernement fédéral a nié.

Le commandant de l'armée de l'air a aussi connu un changement avec le départ du vice-maréchal de l'air Adesola Amosu remplacé par le vice-maréchal Sadique Abubakar. La marine ne sera pas en reste avec le remplacement de contre-amiral Usman Jibrin par le contre-amiral Ibok-Ete Ekwe Ibas. Le renseignement militaire s'est vu lui aussi attribuer un nouveau chef, en la personne du vice-maréchal de l'air Riku Morgan, tandis que le général de division Babagana Monguno sera nommé au poste très stratégique de conseiller national à la sécurité. Ce dernier est en effet en charge de contrôler et coordonner l'action des différentes agences de sécurité pour le compte du Président. Cependant, les relations avec les chefs de l'armée ne sont pas toujours faciles en raison d'une insubordination de ces derniers qui n'acceptent pas toujours cette « tutelle déguisée ». Ainsi, Babagana Monguno s'est plaint de cette situation devant le Sénat en juin 2018, arguant qu'elle était la principale cause de l'insécurité dans le pays. (Vanguard, 1^{er} juin 2018).

La question de l'équipement de l'Armée a, dans le cadre des tensions entre l'exécutif et le Parlement, occasionné une mini-crise avec l'achat des avions Super Tucanos.

L'acquisition des 12 avions d'attaque a été décidée depuis 2015 sous Obama, mais l'opération fut bloquée par Washington en raison de sérieuses craintes sur le respect des droits de l'Homme, lorsque l'Armée de l'air nigériane a bombardé accidentellement des camps de personnes déplacées. L'arrivée de Trump a facilité l'avancée de la transaction qui porte sur 496 millions de dollars (Vanguard, 2 mai 2018). La vision de l'administration Trump, appuyée en cela par le Congrès peut se

résumer par cette formule du Sénateur Bob Cocker, le président du comité sénatorial sur les affaires étrangères : « *Nous devons gérer la question des droits de l'Homme, mais pas en ce qui concerne les ventes d'armes* » (Matfess, 2017).

Les critiques n'ont pas manqué par rapport à cette décision de consacrer près de la moitié du budget de l'armée à l'achat de ces aéronaves, dans un contexte de crise économique et de baisse des revenus de l'Etat. Certains n'ont pas manqué d'y voir plus un besoin satisfaire le désir de vanité du Gouvernement fédéral (Matfess, 2017), que de répondre aux impératifs opérationnels dans la lutte contre une insurrection qui fait plus dans la guerre asymétrique et ce qu'on pourrait appeler « une violence de proximité », à travers les attentats-suicides.

UN DEPLOIEMENT IMPORTANT DANS TOUTES LES PARTIES DU PAYS

Dans le Nord Est, où sévit le mouvement Boko Haram, l'opération Lafiya Dole a permis de réduire la menace de l'organisation terroriste par une destruction de ses capacités militaires et opérationnelles. Symbole de la forte présence de Boko Haram dans la région, la forêt de Sambisa, où se trouvait le fameux « Camp Zero » siège du commandement de l'organisation, a été attaquée par l'armée nigériane. Cette attaque considérée comme l'un des plus grands succès de la lutte contre l'organisation terroriste a permis d'en arrêter plusieurs hauts commandants en plus de libérer près de 12 000 otages (BMSG, 2017). Cependant, le résultat le plus spectaculaire reste la libération de 103 parmi les « filles de Chibok ». L'établissement d'un avant-poste naval dans le bassin du lac Tchad par la Marine s'inscrit aussi dans la nécessité d'un déploiement sur tout le territoire pour faire face aux menaces sécuritaires.

Dans le Nord-Ouest où le principal défi à la sécurité reste lié au vol de bétail, l'opération Sharan Daji met en relation l'armée avec les autres agences de sécurité pour faire face à ce fléau. Dans le cadre de l'opération Harbin Kunama, l'armée nigériane a pu nettoyer la forêt de Dansadu, dans l'Etat de Zamfara, pour extirper les bandits armés et autres voleurs de bétails qui sèment la terreur dans la région, en privant les populations déjà appauvries des rares vivres dont elles disposent (BMSG, 2017).

La région du Centre Nord semble de plus en devenir le ventre mou sur le plan de la sécurité au Nigeria. En effet, les conflits entre bergers Fulani et fermiers dans les Etats du Plateau, de Nasarawa et Benue occupent de plus en plus le devant de l'actualité, dépassant même les attaques terroristes dans le Nord-Est du point de vue de leur bilan macabre. A travers, l'opération « Safe Haven » l'implication de l'armée, qui travaille en relation avec les autres agences de sécurité, a permis de réduire les heurts entre les fermiers Fulani et les agriculteurs. Ces opérations ont aussi permis de saisir plusieurs armes et munitions (BMSG, 2017). Cependant, les violences continuent encore, alimentées par des logiques opportunistes et une manipulation électoraliste visant à raviver une hostilité contre le président Buhari, qui en serait le responsable, par une affinité ethnique génératrice d'une certaine permissivité.

Dans le Sud-Sud, l'insécurité revêt une dimension économique encore plus marquée, puisque portant sur le pétrole, sève nourricière de l'économie nigériane. Différents groupes s'y activent et mènent une action violente où se mêlent militantisme identitaire et revendications d'accès à la manne pétrolière. Ainsi, les installations pétrolières du Gouvernement fédéral sont souvent attaquées par des groupes armés, ce qui contribue à faire baisser la production et par ricochet les revenus de l'Etat. Dans le contexte de baisse des cours du pétrole ayant marqué le début du mandat de Buhari, la baisse de la production du fait de l'insécurité dans la région prenait encore plus d'ampleur. A travers l'opération Delta Safe, l'Armée nigériane s'est déployée plus efficacement dans la zone, à la suite de l'échec de l'opération « Pulo Shield ». L'exercice « Crocodile smile », mené dans ce cadre, a permis l'arrestation de certains membres du groupe armé le Niger Delta Avengers, ainsi que la destruction de raffineries artisanales illégales. Ce dernier aspect est important puisqu'il permet de lutter en aval, contre l'attaque des installations pétrolières fédérales. En effet, en éliminant les raffineries illégales qui traitent le pétrole émanant des attaques des dites installations fédérales, on contribue à diminuer l'occurrence de celles-ci.

Cependant, la stratégie militaire à elle seule ne suffit pas. Le gouvernement de Buhari l'a bien compris notamment en intégrant dans la nouvelle politique pétrolière du Nigeria des mesures destinées au Delta du Niger. Il s'agit de faire profiter plus la région de la manne pétrolière pour éliminer toutes les frustrations et griefs qui font le lit du militantisme armé.

Tableau 2 : Opérations de l'Armée nigériane en date de septembre 2018



Source : BMSG, 2018

**AU-DELA DU MILITAIRE :
POUR UNE APPROCHE HOLISTIQUE DES QUESTIONS SECURITAIRES**

L'une des principales révolutions qui s'est opérée dans les études de sécurité avec un auteur comme Barry Buzan (1991) est d'étendre la compréhension du concept de sécurité au-delà du simple aspect militaire pour y intégrer l'économique, le politique, le sociétal et l'environnemental. Une pareille conception holistique permet de voir comment la sécurité est le produit de l'interaction de différentes sphères de la vie sociale. Elle met l'humain plutôt que l'État comme étant l'objet référent en matière de sécurité, d'où la notion de sécurité humaine. Ainsi, l'accent sera mis plus sur la prévention au détriment de l'intervention. Au lieu de se limiter à faire face aux menaces et insécurités immédiates, il faut plutôt s'attaquer aux conditions qui favorisent l'émergence de ces menaces et insécurités.

Le gouvernement fédéral semble avoir bien intégré cette dimension, en agissant au cœur des dynamiques économiques qui favorisent souvent la violence politique.

Ainsi, pour ce qui est des violences dans la région du Centre Nord, l'action du Nigeria consiste à défaire les défis écologiques qui ont contribué à faire naître cette tension sur les ressources, et dont la conséquence est une opposition entre fermiers et bergers. La problématique de l'assèchement du lac Tchad est placée au cœur des initiatives du gouvernement pour faire face à ce défi sécuritaire. Ainsi, le Nigeria a convié les Etats de la région, regroupés dans la Commission du Bassin du Lac Tchad à une conférence internationale à Abuja pour explorer les moyens de revitaliser cette étendue d'eau éponyme. L'option d'un transfert interbassin qui permettrait de remplir le Lac à partir du fleuve Congo est de plus en plus explorée, même si certains Etats riverains comme le Congo et la République centrafricaine s'y opposent. Une telle démarche est révélatrice d'une approche qui cherche à faire face aux défis sécuritaires en agissant sur les dynamiques économiques qui les génèrent.

Cette même approche est aussi mise de l'avant dans le cadre des défis sécuritaires dans la région du Delta du Niger, dont la cause principe se trouve dans les inégalités verticales et horizontales liées à l'exploitation de la manne pétrolière. Ainsi, la politique nationale pétrolière du Nigeria met en place une approche intégrée qui place la question sécuritaire au cœur de l'exploitation de la ressource, notamment par une démarche inclusive. Ainsi, le « *Gouvernement reconnaît que la région du Delta du Nigeria a souffert du développement de l'activité pétrolière et qu'elle doit partager les bénéfices découlant de l'exploitation des hydrocarbures.* »

La démarche inclusive dans l'exploitation pétrolière repose sur un modèle qui implique directement les communautés par les moyens suivants:

- ✓ En identifiant les gisements à petite échelle qui peuvent être développées en partenariat avec les communautés locales
- ✓ En explorant des mécanismes par lesquels les communautés locales peuvent être intégrées dans les développements des projets pétroliers
- ✓ En explorant des modèles de fonds fiduciaires communautaires
- ✓ En impliquant les communautés locales dans des projets qui se trouvent dans

leur zone

- ✓ En envisageant une participation des communautés, à une petite échelle, dans l'actif des opérations pétrolières dans leur région.

Dans le cadre des défis sécuritaires dans le Nord-Est, l'approche d'une sécurisation par des leviers économiques se retrouve aussi dans les initiatives présidentielles. Le Commission pour le développement du Nord Est (NEDC) a aussi été mis en place par le président Buhari en octobre 2017. La mission du NEDC est de piloter la reconstruction du Nord-Est du Nigeria en consolidant et en remplaçant les initiatives déjà existantes (Campbell, 2018).

Devant la multitude des initiatives pour le développement du Nord-Est, le NEDC exprime une volonté du gouvernement fédéral de coordonner les actions des différents acteurs. En effet, la crise humanitaire engendrée par l'insurrection de Boko Haram a poussé beaucoup d'organisations gouvernementales et non gouvernementales à intervenir dans la région. La NEDC se chargera donc de recevoir et de gérer les fonds alloués par le gouvernement fédéral et les bailleurs de fonds internationaux pour la relocalisation, la réhabilitation, l'intégration et la reconstruction des routes, des maisons, et des locaux commerciaux de victimes de l'insurrection.

REFERENCES :

- Aliyu Mukhtar Katsina, Nigeria's Security Challenges and the Crisis of Development: Towards a New Framework for Analysis, *International Journal of Developing Societies* Vol 1, No 3, 2012.
- Amnesty International, Nigeria- Unearthing the Truth: Unlawful killings and mass cover-up in Zaria, 2016.
- Arnim Langer, Abdul Raufu Mustapha et Frances Stewart, Horizontal inequalities in Nigeria, Ghana and Cote d'Ivoire: Issues and Policies, CRISE working paper, No. 45, mars 2007.
- Babdatunde Abosedo, Adefemi Isumonah, Mahfouz Adedimeji et Raji Shittu, The Yusufiyya movement, Political Elites and the Evolution of Violent Religious Extremism in Northern Nigeria, Conférence CODESRIA sur les régimes de sécurité en Afrique, août 2016.
- Barry Buzan, *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the post-Cold War Era*, London, Pinter Publication, 1991.
- Buhari Media Support Group (BMSG), *Making Steady, Sustainable Progress for Nigeria's Peace and Prosperity - A Mid-Term Scorecard on the President Muhammadu Buhari Administration*, Novembre 2017
- David Pratten, *The Politics of Protection: Perspectives on Vigilantism in Nigeria*, Africa, Volume 78 - Issue 11, 2008.
- Elysée Martin Atangana, Why does Boko Haram remain a regional threat in the Lake Chad Basin? *Foreign Policy Journal*, juin 2018.
- Ero Comfort, Vigilantes, civil defence forces and militia groups. The other side of the privatisation of security in Africa, *Conflict Trends*, Volume 2000, Number 1, 1 June 2000, pp. 25-29(5).
- Freedom C. Onuoha, Piracy and Maritime Security in the Gulf of Guinea: Nigeria as a Microcosm, *Al Jazeera Centre for Studies*, 2012.
- Haitham Nouri, Africa: An Iranian-Saudi battleground, *Al Ahram Weekly*, numéro 1336, (16 - 22 mars 2017).
- Henrik Persson, Nigeria: An Overview of Challenges to Peace and Security, FOI Occasional Paper, Février 2014.
- John Campbell, Nigeria Unveils North East Development Commission, *Council on Foreign relations*, février 2018.
- Lars-Erik Cederman, Nils B. Weidmann, et Kristian Gledistch, Horizontal Inequalities and Ethnonationalist Civil War: A Global comparison, *American Political Science Review*, Vol. 105, No. 3, pp.478 - 495, 2011.
- Mona Alami, Hezbollah allegedly training Nigerian Shiites to expand influence in West Africa, *Middle East Institute*, juillet 2018.
- Ruben Thorning, *Civil Militias: Indonesia and Nigeria in Comparative Perspective*, in *Comparative Perspective in Civil Militia Africa's intractable Security Menace?* David J Francis Ed, London, Routledge, 2017.
- Simeon Onyemachi Hilary Alozieuwa, Beyond Political Islam: Nigeria, the Boko Haram Crisis and the Imperative of National Consensus, *Journal of Retracing Africa*, Volume 2, No.1, 2016.

TIMBUKTU INSTITUTE - AFRICAN CENTER FOR PEACE STUDIES
VDN derrière OCHA – Sacré-Coeur 3
BP 15177 CP 10700 Dakar Fann – SENEGAL.
+221 33 827 34 91
timbuktu.institute@gmail.com – www.timbuktu-institute.org

© Timbuktu Institute, novembre 2018
Avec le soutien de la Fondation Konrad Adenauer

Conception graphique : halfa.africa@gmail.com